

<http://divergences.be/spip.php?article1967>



Temps critiques

Retraites à vau-l'eau et vie par défaut

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2010 - NÂ° 23. Décembre 2010 - Français - RÉSISTANCES...RÉFLEXIONS... -

Date de mise en ligne : dimanche 5 décembre 2010

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Comme Jospin qui, répondant au mouvement des chômeurs de fin 1997 début 1998, proclamait que la société doit être fondée sur le travail et non pas sur l'assistance, Sarkozy, Fillon et le MEDEF nous disent aujourd'hui qu'il faudra travailler plus puisque nous vivrons plus longtemps.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L235xH400/vieux-9b1ce.jpg>

Comment affirmer plus clairement que le système de retraite n'est viable que tant que les individus n'en profitent pas ou peu longtemps ? Et effectivement, le système mis en place à l'orée des « Trente Glorieuses » fonctionnait sur un parfait cynisme : en dehors de la fonction publique et de ses régimes spéciaux, la retraite à 65 ans s'appliquait à des ouvriers (40 à 50% de la population active à l'époque) dont la durée de vie moyenne s'arrêtait aux alentours de 60 ans ! Pour beaucoup, « la mort au travail » était le seul mérite ouvrant paradoxalement au droit à la retraite. La retraite devait se mériter par toute la peine du monde . Mais aujourd'hui, dans le cadre de notre société vieillissante et hédoniste, la retraite apparaît comme la chance d'une nouvelle vie et non plus comme une récompense pour service rendu. La retraite désigne alors l'espoir d'une vie au-delà du travail et défendre la retraite revient à affirmer que le sens de notre existence ne se réduit pas à ce travail : nous voulons justement la retraite pour ne pas crever au boulot .

Or que nous dit le nouveau projet de réforme des retraites ? Qu'il faudra travailler plus longtemps ou alors accepter une diminution des pensions ou même, dans une version plus radicale, travailler davantage pour une retraite moindre. Dans tous les cas, il s'agit de prendre acte premièrement, que la croissance n'engendre plus forcément le progrès social et deuxièmement que la poursuite coûte que coûte de cette même croissance met en crise ce qui était considéré auparavant comme une société du travail, certes inégalitaire mais dans laquelle tout un chacun trouvait sa place. C'est en effet le même MEDEF qui a poussé à la radicalisation de la réforme des retraites, mais a parallèlement multiplié les plans sociaux et les systèmes de pré-retraite dans le secteur privé.

Si aujourd'hui, le rapport de force est si défavorable aux travailleurs salariés, ce n'est pas parce qu'une offensive de méchants néo-libéraux aurait été lancée contre eux, mais parce qu'ils ne sont plus au centre du procès de valorisation.

Cette valorisation dépend de plus en plus de l'accumulation de capital fixe (machines) et de la circulation de flux commerciaux, financiers, informationnels. Elle se réalise toujours plus en dehors de la stricte sphère productive de richesses (les produits) rendant par-là inessentielle la force de travail vouée strictement à la production, au moins dans les pays-centres de la globalisation mondiale.

Dans ce processus, si les métiers sont détruits, les « jobs » se multiplient quand même par extension d'une sphère marchande peu productive riche en emplois. C'est un processus qui peut paraître périphérique mais qui participe pleinement à une transformation des activités dans le sens d'une société capitalisée. En transformant toute activité en travail pour le capital elle alimente l'idéologie de la rareté et donc celle du toujours plus de travail en créant toujours de nouveaux besoins et en les transformant en produits, en emplois. Bien malin qui peut alors déterminer quel travail est vraiment encore nécessaire et il devient donc très facile de créer et détruire des emplois qui n'ont d'autres finalités que de permettre la reproduction des rapports sociaux par le traitement social du chômage et de « l'insécurité ». Il est impossible de sortir de ce genre de dilemme et donc d'une défense de principe de catégories artificiellement créées sans poser globalement la question du travail et donc du sens des activités humaines.

Alors à quoi rime ce théâtre de marionnettes où s'affichent gouvernement, syndicats et parti socialiste polémiqueant pour savoir quel est le bon âge de départ à la retraite et le nombre d'annuités nécessaires pour toucher une pension complète ?

Il s'agit d'affirmer notre existence plutôt que leur retraite en échange de toute une vie au travail et pour le capital. Et de l'affirmer maintenant, à un moment où la crise du travail induit une altération du modèle classique du salariat tel

qu'on l'a connu dans les deux premiers tiers du XXe siècle ; un salariat qui universalisait progressivement une certaine condition sociale et unifiait, malgré les différences, la plus grande partie des travailleurs. En effet, aujourd'hui, il n'est plus que la structure externe d'un rapport social qui a tendance à perdre sa substance (le travail). Les « plans sociaux » succèdent aux « plans sociaux », oblitérant ainsi les possibilités de luttes autres que celles qui cherchent à monnayer honorablement une sortie du travail.

Pour des individus dépossédés de l'espoir d'un travail et donc d'une retraite, la grève n'apparaît plus comme un droit mais comme un « gros mot » ou comme une forme d'action décalée, inappropriée.

Tout cela explique les difficultés rencontrées sur le terrain des luttes quotidiennes et l'échec de la mise en avant de revendications et de moyens traditionnels quand règne l'individualisation des conditions et la mise en concurrence des salariés.

Au cours de la mobilisation pour la défense de la Sécurité Sociale en 1995, le sens du « tous ensemble » n'était déjà plus celui d'une lutte de classe fondée sur l'affirmation du travail, mais d'une lutte de salariés pour la défense d'un en-commun encore fondé sur le travail. Cette mobilisation va perdurer ensuite dans la récurrence de luttes pour la défense des Services publics. Même la lutte sur les retraites de 2003 participait encore de cela avec le rôle essentiel qu'y ont joué les enseignants dans la défense de l'école républicaine. Mais la mobilisation de 2010 n'est pas comparable puisqu'elle exprime une sorte de dédoublement entre d'un côté des salariés consentants ou résignés (j'aime mon travail ou/et il faut bien travailler) et de l'autre des chômeurs ou retraités potentiels mécontents (critique de la domination du capital). C'est un peu comme si la critique du travail amorcée dans les grandes luttes des années 60-70, mais déclinante à partir de la restructuration des rapports sociaux dans les années 80-90 et la montée du chômage, s'était repliée sur la défense des retraites.

La grève « tous ensemble » pour les retraites mime alors l'unité de catégories de salariés sans plus de liens entre eux (garantis contre précaires, Français contre immigrés, salariés du privé contre ceux du public, vieux contre jeunes) que celui que procurent artificiellement les grands appels syndicaux. Cette absence de lien explique en partie l'indifférence dans laquelle se déroulent les luttes de terrain dans les petites et moyennes entreprises et dans la fonction publique.

Sur cette base, la revendication d'une grève reconductible ne fait que radicaliser une forme (celle de la grève conçue traditionnellement comme un « temps fort » de l'action) mais avec le même contenu syndical qui considère comme un succès tout retrait d'un nouveau projet sans exiger de retour à la situation d'origine (par exemple les 37,5 annuités pour tous).

Quant à la grève générale, elle ne peut qu'être une illusion ou un leurre puisqu'elle occulte la réalité de ces divisions au sein du salariat, puisqu'elle veut encore affirmer une positivité de ce que sont et font les salariés dans leur travail.

Sans rejeter a priori ces moyens, il s'agit de créer les conditions d'une lutte qui remette en question les rapports sociaux de domination et plus concrètement les rapports travail/revenu, capital/travail, travail/activité, social/politique, l'articulation local/national/mondial, les rapports à la nature extérieure comme intérieure. C'est uniquement sur cette base que peuvent être dépassées la division, la hiérarchie, l'axiomatique de l'intérêt fût-il « de classe ».

C'est sur cette base que faire grève ne sera plus seulement une bonne action ou la moindre des choses, que manifester ce ne sera plus seulement défiler en traînant des pieds et serrant des mains mais sans rien bloquer.

C'est sur cette base que lutter, cela voudra dire « faire mouvement ».

1er octobre 2010

Post-scriptum :

Contact : tempscritiques.chez.free.fr

Site : <http://tempscritiques.free.fr>